

17 mars 2016

Paraît tous les deux mercredis

La Vigie



N° 38

Sommaire

p. 1 EUXIT ? p. 4 Escalade pour la désescalade p. 6 Vu de la lorgnette : de l'accord euro-turc p. 7 : Stratégie 2017 : vu de Bucarest

EUXIT ?

Nécessité géopolitique, la construction européenne est pourtant portée par un projet géoéconomique. C'est son principal défaut. Est-il mortel ? Peut-on encore réorienter l'UE, la conformer au réel, la réparer ? Faut-il y renoncer pour établir une autre Europe, plus petite ou plus grande ? Depuis 2005 au moins, chacun peut observer une crise croissante de l'identité européenne tant les Européens s'opposent sur l'essentiel : leurs intérêts, leurs valeurs, leurs responsabilités, leurs solidarités et donc leur projet commun. La crise financière grecque l'avait mis en évidence, la crise migratoire l'a confirmé, le possible Brexit l'amplifie. Au point que des voix suggèrent de détricoter cette union-là, soit pour revenir à un noyau dur à 6 ou 10, soit

pour l'intégrer dans un vaste ensemble occidental sous patronage américain. Car le format actuel ne convainc plus guère. Comme l'intégration européenne constitue le choix central de la politique française depuis plus de 60 ans, son devenir est une question stratégique pour la France en 2017. Passons rapidement sur le diagnostic pour défricher d'autres pistes et sortir de l'impasse actuelle qui discrédite la France.

Au milieu du gué ?

Dès l'origine, la démarche européenne est double, une réponse et un pari. La réponse, c'est celle qu'il fallait apporter au passé sanglant des guerres intestines que se livraient les nationalismes ; c'est le choix du *plus jamais cela*, ce suicide collectif des

Européens. Quant au pari, il postulait que l'intérêt général l'emporterait sur les intérêts nationaux, la Commission y veillerait. Si la réponse apportée, de la CED de 1952 au traité de Rome de 1957, est positive (la conflictualité intra-européenne s'est muée en coopération durable, compétitive et bénéfique), le pari collectif est hasardeux, tant le choix communautaire en imposant la concurrence à tous sans que germe une souveraineté commune, a privilégié l'action transversale des forces économiques sur les réalités géopolitiques de pays à histoire longue et racines vivaces. De fait, l'UE chargée de l'intégration européenne a quitté sa trajectoire volontariste depuis la guerre froide, depuis qu'elle est sortie de l'ombre de l'Otan. Elle

La Vigie est une lettre disponible sur www.lettrevigie.com. Si vous appréciez son contenu, n'hésitez pas à la soutenir en vous abonnant !

ne s'assume plus que comme un grand marché ouvert dans un espace informel dérégulé par l'économie mondialisée. **Un club et non une famille.** Les symptômes de ce retrait sont politiques, économiques, sociaux, culturels, sécuritaires, militaires. L'intégration a de fait atteint ses limites et la crise de confiance qu'expriment les peuples bute sur trois lacunes au moins.

Tout d'abord, l'UE n'a pas de modèle établi de puissance pour aborder la multipolarité, ou plutôt elle en a trois qui ne convergent pas : le britannique de grand marché ouvert, l'allemand de puissance civile, sociale et industrielle, le français de puissance de plein exercice stratégique, industriel, militaire, culturel. La synthèse recherchée s'éloigne dès que l'on invoque l'Europe puissance, comme le montre le fiasco constaté de l'Europe de la défense.

Ensuite, l'UE s'est laissé enrôler dans une manœuvre atlantique à visée mondiale. Butant à la fin de la Guerre froide sur l'articulation entre approfondissement et élargissement, elle a perdu en cohérence en s'ouvrant inconsidérément à l'Est et en renonçant à sa gouvernance interne. Elle s'est adonnée aux multiples défis de la mondialisation sans prendre le temps

d'affiner ses responsabilités et de définir ses intérêts propres désormais noyés dans la dynamique de l'économie libérale.

Enfin elle a abordé avec une légèreté post-moderne des questions essentielles, simples, éternelles et centrales : les frontières, les infrastructures, l'énergie, le commerce, la monnaie, le sacré. Comme l'expose Pierre Hassner, « *les passions ont pris leur revanche* » sur les constructions économiques ; car les nations à la vie dure et les peuples à la mémoire longue se rebellent contre les technostructures. L'UE n'a pas su définir de posture géostratégique lisible à l'extérieur et convaincante à l'intérieur ni voulu assumer sa sécurité globale, préférant la tutelle extérieure. Aussi est-elle sans réponse efficace aux défis du temps. Va-t-elle être emportée par le flux du monde ? Peut-on encore la sortir de ce mauvais pas ?

Quelques pistes possibles, en principe

Les voici : adapter le modèle aux nouvelles réalités ? Revenir à un *noyau dur européen* ? Durcir un *occidentalisme rugueux* ? Changer de paradigme et *revenir à la géostratégie*.

On se souvient d'une conclusion partagée du discours de la Sorbonne de M. Le Drian

(cf. [LV 36, Pour sortir de l'impuissance](#)) : **25 ans après la fin de la guerre froide, c'est une nouvelle donne qui règle le monde.** Cela vaut aussi pour l'UE qui ne peut plus porter les espoirs et les projets des pays européens au XXI^e siècle. Comme toutes les constructions humaines nées après de grands drames, cette UE est arrivée à péremption, comme son aînée l'Alliance atlantique et dans une certaine mesure son ancêtre l'ONU. **L'UE n'est sans doute plus réparable même s'il ne faut pas se hâter d'y renoncer.** Car certaines de ses réalisations sont encore des atouts précieux pour les pays européens mais ses choix ambigus, politiques, économiques, sécuritaires et sociaux sont devenus des obstacles décisifs à sa pérennité. **Pas d'Euxit brutal certes mais le besoin d'un projet réaliste et de quelques décennies de plus pour réenclencher un cercle vertueux collectif.**

Revenir en arrière au *noyau dur* européen, à partir du couple franco-allemand, étoffé de voisins directs ? Cette tentation se fonde sur le rôle moteur si souvent vanté de la réconciliation franco-allemande. Mais la réunification allemande a déplacé vers l'Est le centre de gravité stratégique de l'Allemagne et le tropisme méditerranéen

et africain de la France s'est consolidé après la décolonisation. Leurs intérêts et leurs économies ont commencé de diverger après la guerre froide. À l'évidence, un tel noyau dur aurait toujours une vraie densité géopolitique et de vraies complémentarités socioéconomiques qui renverraient à la périphérie européenne l'archipel britanno-scandinave comme les bordures baltiques, balkaniques, ukrainiennes et turques. Si la géopolitique pourrait s'y retrouver, la simple évocation d'un bastion européen insulterait les peuples européens hier séparés ou neutralisés par la guerre froide. **L'UE ne peut revenir au format des CEE.**

L'affirmation atlantique, hier marque géostratégique de Londres, aujourd'hui celle de Berlin, conforte l'exigence américaine du *partage du fardeau* stratégique occidental, rencontre la dynamique libérale de la Commission et celle financière des lobbies transversaux économiques et médiatiques qui pèsent sur les capitales européennes et encadrent leurs exécutifs. Très en vogue chez les néo-conservateurs européens, en France notamment, cette formule **d'une Europe réduite à un simple contrefort oriental de l'Amérique du Nord** ignore les réalités continentales et les

potentialités océaniques européennes. C'est une perte de centralité stratégique et une identité très réductrice pour l'Europe et castratrice pour la France.

Alors pour finir cet inventaire, quelle autre piste proposer qu'une fuite en avant vers l'espace géostratégique plus homogène d'une grande Europe, de l'Atlantique à l'Oural et du Cap Nord au Sahel ? **Un format élargi avec des intégrations moins exigeantes mais permettant de retrouver une vraie cohérence géostratégique** et de prendre rang avec un ensemble d'un milliard d'habitants dans une planète qui en comptera bientôt neuf.

Une telle formule autoriserait de multiples noyaux durs restreints, là où c'est possible : un cœur rhénan carolingien vraiment intégré, un espace hanséatique baltique et un ruban danubien restaurés, un bassin méditerranéen occidental enfin intégré, un archipel britanno-scandinave et une connexion germano-slave mieux structurés. Dans ce système paneuropéen complet, la Russie est un partenaire clé et redevient la vraie porte de l'Asie. L'ensemble européen géostratégique ainsi défini n'est plus une forteresse assiégée mais un espace dont la

diversité a été intégrée dans une architecture suffisamment flexible pour valoriser les différences de développement. Il assure une continuité énergétique sécurisée à nos voisins slaves et asiatiques et une zone partagée de coprosperité économique à ceux d'Afrique du Nord.

On voudra à tout prix éviter l'échec de l'UE et donc forcer son destin, en labourant sans relâche les fausses pistes de l'intégration totale, de la défense européenne, de la circulation sans frontières ... Mais l'extension territoriale trop rapide de l'UE, son addiction excessive à l'économie libérale, son suivisme stratégique ne permettent plus d'utiliser ce modèle de construction intégrale. Une transition résolue et sereine doit commencer vers une autre formule européenne que la France doit imaginer, proposer et démarcher. C'est sa responsabilité historique ; c'est la France qu'on attend pour cet exercice urgent qui prendra du temps. N'en perdons plus ; notre sécurité et notre pérennité l'exigent.

Pour sortir de l'impuissance et échapper au *sauf qui peut* généralisé, à l'EUXIT, l'UE saura-t-elle viser cet avatar pragmatique? À défaut, on devra y renoncer.



Escalade pour la désescalade

Le petit monde des stratégestes nucléaires s'émeut depuis quelques mois : la Russie aurait fait évoluer sa doctrine de dissuasion pour adopter maintenant une posture de « l'escalade pour la désescalade ». Autrement dit, l'emploi précoce (tactique ?) d'armes nucléaires dans un conflit conventionnel afin de **marquer un coup d'arrêt** et provoquer un arrêt des hostilités. Cet émoi s'ajoute à toutes les récentes inquiétudes stratégiques : ici sur la « guerre hybride » (on lira l'excellent [dossier de la RDN](#) mais aussi O. Kempf, [L'indirection de la guerre](#), PE hiver 2015), là sur le « A2/AD » ou « *anti access, area denial* » qui ne serait plus simplement une affaire chinoise mais constituerait un fait stratégique russe, donc affectant l'espace euro-atlantique.

Comme souvent en pareil cas, on prendra des distances avec ces modes stratégiques venues d'outre-Atlantique et leurs biais habituels : une approche fantasmagorique de l'ennemi, souvent grossi, souvent dépeint selon ses propres schémas mentaux, avec toujours énormément d'arrière-pensées du complexe militaro-

industriel, habitué à grossir les menaces afin d'obtenir en conséquence des budgets « à la hauteur des nouveaux défis ».

Toutefois, minimiser l'effort russe serait une erreur, d'ailleurs fréquente à Paris. Sans être néoconservateur, on peut **analyser les efforts russes pour ce qu'ils sont : le résultat d'une patiente remise à niveau depuis quinze ans, avec une prime donnée au nucléaire**. À l'heure où certains critiquent facilement en France le « poids de la dissuasion », analyser cet effort nucléaire est de bonne méthode.

La doctrine russe

Curieusement, la doctrine nucléaire russe n'est pas aussi charpentée qu'elle peut l'être en Occident.

Pendant la Guerre froide, les Soviétiques n'envisageaient le nucléaire que dans le cadre d'un conflit majeur avec l'Occident. La chute du Mur et l'écroulement de l'URSS susciterent logiquement des évolutions. Ainsi, dès 1993, la Russie **abandonne le principe du « non emploi en premier »** qui traduit la prise en compte les enseignements de l'opération américaine en Irak en 1991. Il s'agit au fond d'un attrait pour une posture préemptive plutôt que

défensive. Car **la Russie perçoit d'abord son infériorité par rapport à l'Ouest**. C'est sensible quelques années plus tard, après 1999, à la suite de l'affaire du Kosovo, dans la manifestation d'une crainte récurrente des nouvelles armes conventionnelles à haute précision des Américains. Cette posture traduit un sentiment de faiblesse face aux forces occidentales expéditionnaires et mobiles, capables de frappes dans la profondeur.

Un nouveau concept national de sécurité est publié en janvier 2000 (suivi d'une doctrine militaire en avril), promulgué par le nouveau président, V. Poutine. On parle **d'armes nucléaires « non stratégiques »** qui mettent en œuvre le concept d'un premier emploi limité d'armes nucléaires pour stopper un conflit conventionnel. Autrement dit, selon la classification russe, le nucléaire ne se conçoit plus simplement dans le cadre d'une guerre mondiale mais aussi dans celui d'une guerre régionale. Il est intégré dans tous les exercices militaires russes depuis lors. Le Livre Blanc de 2004 (*Immediate tasks of development of the armed forces of the Russian federation*) évoque la notion de « dommage calibré » et de « désescalade ». En 2009, la Russie évoque

La Vigie est une lettre disponible sur www.lettrevigie.com. Si vous appréciez son contenu, n'hésitez pas à la soutenir en vous abonnant !

un emploi de l'arme nucléaire dans des « guerres locales » dans le cas de « situations critiques pour la sécurité nationale » (probablement en réaction à la controverse sur le bouclier antimissile qui a éclaté en 2007). Toutefois, dans la doctrine militaire de 2010 (non rendue publique), il n'est pas mentionné l'usage de frappes préventives. Quant à la dernière version de cette doctrine militaire, adoptée en décembre 2014, elle ne modifie apparemment pas les conditions d'emploi des armes nucléaires.

Escalade verbale ?

À lire les textes (ou plus exactement les déclarations officielles qui les accompagnent), on peut s'interroger : y a-t-il vraiment un changement de la doctrine nucléaire russe ? Ne s'agit-il pas plutôt de procès d'intention de la part des analystes occidentaux ? Les choses ne sont pas simples à exposer car à côté de la relative fixité doctrinale, on perçoit un réel débat chez les Russes, à moins qu'il ne s'agisse que d'actions de propagande à destination de l'Occident. Moscou envisagerait donc l'emploi d'armes nucléaires non seulement dans des cas extrêmes, mais même dans

des conflits localisés (pour une étude détaillée, lire [E. Colby dans une note de la FRS](#)). Ainsi, le cadre ne serait plus simplement celui d'une guerre totale ni même d'une guerre majeure (régionale) mais pourrait descendre au niveau d'une guerre locale.

Ici, deux facteurs entrent en jeu. D'une part, les Occidentaux essaient de décoder avec beaucoup plus d'attention la stratégie russe, à la suite notamment des affaires de Crimée, d'Ukraine orientale et récemment de l'intervention en Syrie. D'autre part, Moscou a pris conscience que les relations avec l'Ouest se sont réellement détériorées et que la confrontation politique est amenée à durer. Dès lors, la Russie poursuit l'envoi de signaux militaires pour entretenir un rapport de force stratégique.

S'il y a escalade, c'est à coup sûr une escalade dans le champ des perceptions.

Tout n'est pourtant pas simplement affaire de psychologie et de rhétorique stratégique. En effet, il y a réellement une évolution matérielle de la stratégie russe.

Une stratégie russe qui a évolué

Constatons tout d'abord que les capacités nucléaires russes ont été profondément

renouvelées depuis une quinzaine d'année (au fond, depuis l'accession de V. Poutine au pouvoir). On a pu parler d'une véritable prolifération verticale qui est restée sous les seuils des traités de désarmement : mais ces seuils quantitatifs ne rendent pas compte de la qualité des armements. Or, l'arsenal russe tombé en déshérence sous Elstine a vraiment été revitalisé et modernisé sous Poutine, ce que semblent ignorer certains experts parisiens.

Ensuite, la nouveauté réside peut-être dans l'utilisation beaucoup plus habile d'un discours russe de la dissuasion. Le lecteur avisé pourra détecter un certain décalage entre les déclarations officielles et les propos officieux : il s'agit probablement là de la mise en œuvre délibérée d'une certaine ambiguïté qui appartient, on le sait depuis maintenant cinquante ans, à la grammaire stratégique de la dissuasion nucléaire. Paradoxalement, il faut un peu d'ambiguïté pour renforcer l'incertitude et donc la crédibilité. Rien là qui puisse étonner des stratégestes français.

Enfin, les Russes semblent réintégrer ici la dissuasion nucléaire dans une stratégie intégrale (selon la formule de Poirier).

Autrement dit, le nucléaire n'appartient pas au seul cadre restreint des armes spéciales mais il s'intègre dans une stratégie militaire, elle-même partie d'une stratégie générale. Ainsi s'explique qu'il y ait eu des gesticulations nucléaires au moment de l'affaire de Crimée, ce qui avait surpris certains à l'époque. Autrement dit, pour renforcer leur capacité de dissuasion, **les Russes font jouer leur arsenal nucléaire dans un champ qui dépasse le jeu militaire.** Ils sont en cela fort proches de l'approche classique française (même si elle a été un peu mise de côté ces dernières décennies).

Ultime avertissement ?

Tenons toutefois pour acquise cette doctrine de *l'escalade pour la désescalade*. Que signifie-t-elle ? Qu'à un moment, quand les enjeux deviennent « cruciaux », **il s'agit de marquer à l'ennemi qu'un seuil est en passe d'être franchi.** Passer au discours nucléaire est le moyen de signifier qu'il ne faut pas aller plus loin et même retenir ses forces : autrement dit, lui interdire de pousser son avantage. À regarder froidement les choses, on voit dans cet appel à *la retenue stratégique* des **points communs avec la doctrine française de**

l'ultime avertissement, ce que nous avons qualifié de « pré-stratégique ». D'ailleurs, même si la doctrine OTAN est moins nette, l'usage des armes dites sub-stratégiques (les B-61 lancées par avion) relève également de cette logique. Pourtant, cette similitude n'est pas entière : en effet, la doctrine russe envisagerait cet emploi dans le cas de guerres locales (pas seulement régionales ou au-dessus) et on y pressent un usage tactique (pas simplement lancer un signal de franchissement de seuil, mais aussi obtenir sur le terrain un avantage opératif) : une frappe d'intimidation. Sans détailler plus avant cette analyse comparée, on pourra conclure en rappelant l'essentiel : la mise en avant d'une posture nucléaire russe originale et affirmée, pariant sur l'ambiguïté, dans le cadre d'une rhétorique stratégique globale avec l'Occident, incluant finalement des points communs avec nos propres doctrines. Là est la principale leçon : le nucléaire militaire est loin d'avoir disparu de la scène stratégique européenne. **Sans exagérer la menace russe (son budget de défense équivaut au budget français), constatons la résilience de la question nucléaire en Europe.**

La lorgnette : De l'accord euro-turc

Le Sommet européen de lundi dernier a donc mis en scène un projet d'accord avec la Turquie. Pointons le cynisme qui l'anime : au fond, il s'agit d'avaliser les fermetures de frontières opérées par la plupart des États d'Europe centrale et balkanique (voir [LV 37](#)), donc de tolérer que la Grèce devienne un camp d'accueil pour ces migrants. Le plus important consiste à sous-traiter aux Turcs la gestion de ces migrants, y compris leur renvoi aux pays d'origine. R. Erdogan ne s'y est pas trompé qui a monté les enchères très haut, avec une certaine brutalité : ouverture de nouveaux chapitres de négociation à l'entrée dans l'UE, dédommagement astronomique (on a parlé de 20 Mds €), libéralisation des visas.

Chacun a fait semblant d'y croire, le temps pour Mme Merkel de passer l'obstacle des élections régionales dans trois Länder allemands. Il sera bien temps de pinailler sur les termes du « contrat » pour finalement ne pas l'honorer.

L'essentiel n'est pas là, mais dans l'abandon d'une posture « morale » qui était l'apanage de l'UE, si souvent donneuse de leçons. Une fois cette digue tombée, l'Europe suivra la pente du « réalisme » pour prendre des mesures de plus en plus dures. Accepter le déshonneur pour ne pas avoir la guerre, au risque d'avoir les deux. C'est l'inconvénient des dilemmes. Est-ce à dire que l'Europe va rapidement apprendre à décliner une géopolitique soucieuse de ses intérêts ? Il semble qu'il soit trop tard.

Stratégie 2017 : Vue de Bucarest

Le statut de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU constitue un moyen stratégique très important dont dispose toujours la France pour protéger ses valeurs, pour mieux projeter ses intérêts et pour influencer les affaires internationales. C'est un instrument qui lui permet une réelle multiplication de sa puissance et de son influence à l'échelle mondiale.

Mais depuis la fin des années 1990, une faiblesse de nature sociétale semble altérer le fonctionnement de l'État français et de la société française. Il s'agit de la capacité de plus en plus réduite de l'élite politique, académique et culturelle française à gérer les défis et les clivages produits au sein de la société française par la mondialisation et par l'intégration européenne, notamment le défi du multiculturalisme avec ses multiples volets qui menacent la cohérence et le bon fonctionnement de la République française.

Traditionnellement, depuis la création de l'État moderne roumain à la moitié du XIX^{ème} siècle, la France a représenté, sauf pendant la Guerre froide, le partenaire

stratégique et l'allié le plus proche de la Roumanie.

En même temps, la France lui a fourni un modèle qui a beaucoup inspiré les institutions, les lois, les mœurs, les lettres et la culture des Roumains. Mais, après la chute du régime communiste en Roumanie, en dépit des tentatives des deux pays de renforcer leur relations bilatérales, y compris par la signature en 2008 du Partenariat stratégique bilatéral avec l'occasion de la visite à Bucarest du président Nicolas Sarkozy, **le poids de la France dans l'approche stratégique de la Roumanie, quoique significatif, est loin d'avoir retrouvé le niveau d'avant la Seconde Guerre mondiale.**

La coopération économique et commerciale franco-roumaine a été favorisée par l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne. Elle est bien représentée par l'excellence du pôle industriel créé autour du constructeur automobile Dacia, membre du groupe Renault, première entreprise roumaine par la chiffre d'affaires, et par la troisième place de la France comme partenaire commercial de la Roumanie.

Pourtant les relations politiques sont plutôt modestes pour un pays qui est toujours membre de la Francophonie.

Quant à la coopération de l'Armée roumaine avec les forces armées françaises, elle est loin du niveau attendu de la part de deux pays, membres de l'OTAN et de l'Union européenne, et qui ont participé et qui participent toujours aux missions de gestion de crises de ces deux organisations.

Dans leur qualité de membres de l'UE et de l'OTAN, les deux États peuvent approfondir leur coopération bilatérale en matière de soutien mutuel dans les dossiers et régions sensibles, d'industrie de la défense (voire la fabrication d'hélicoptères Puma), de partage de renseignements ou de participation des militaires français aux nouveaux commandements alliés créés en Roumanie.

*Dr. Gheorghe Ciascai, Maître de conférences,
Université «Dimitrie Cantemir» de Bucarest.*

La Vigie est une lettre disponible sur www.lettrevigie.com. Si vous appréciez son contenu, n'hésitez pas à la soutenir en vous abonnant !